

NORD/SUD EN ITALIE: ANTAGONISMES ET INTERACTIONS

La formulation est inhabituelle.

Inhabituelle dans sa première partie, au plan linguistique en quelque sorte : on ne parle généralement pas de Nord et de Sud *en* Italie, mais plutôt de nord et de sud *de* l'Italie et, plus couramment encore, de l'Italie du Nord et de l'Italie du Sud.

A vrai dire, les classifications sont variées :

* les classifications officielles, électorales par exemple, ou sociologiques, distinguent d'ordinaire Italie septentrionale, Italie centrale, Italie méridionale (parfois appelée Mezzogiorno continental), îles (Sardaigne, Sicile).

* Augusto Graziani, dans son introduction très détaillée à l'ouvrage qu'il a dirigé sur *L'economia italiana dal 1945 a oggi*, distingue, pour tenir compte des évolutions de la dernière décennie, "le triangle industriel", articulé sur Milan-Turin-Gênes, le "système N.E.C." (nord-est/centre), le Mezzogiorno.

* En règle générale pourtant, on traite de l'Italie Centre/Nord et du Mezzogiorno (sud de la péninsule et îles). La délimitation passe au sud de Rome, ce qui met :

- au nord : Val d'Aoste, Piémont, Lombardie, Ligurie, Trentin-Haut Adige, Frioul-Vénétie Julienne, Vénétie, Emilie-Romagne, Toscane, Marches, Ombrie, Latium. Le Latium peut être rattaché au centre-nord, mais le Latium sud est une terre de transition.

- au sud : Campanie, Abruzzes et Molise, souvent traités ensemble car le Molise n'a été constitué en région qu'en 1963, Basilicate,

Pouilles, Calabre, Sardaigne, Sicile, ce qui représente 40,8% de la superficie (123000 km²) et 35,4% de la population italienne (vingt millions d'habitants).

Evidemment, ces deux regroupements masquent des inégalités importantes : entre le Piémont et le Frioul au nord, par exemple, ou entre la Basilicate et les Pouilles au sud. C'est bien pourquoi on recourt parfois à ces autres types de classification dont j'ai parlé précédemment.

Mais enfin, il y a des points communs entre les régions du centre-nord et, peut-être plus encore, entre les régions du sud, points communs géographiques, climatiques, économiques, historiques, sociaux, culturels au sens large, au sens italien du terme, qui recouvre à la fois ce que nous appelons culture, politique, idéologies, moeurs, coutumes, mentalités.

Je traiterai successivement des points suivants :

**ITALIE ET EUROPE
LA QUESTION DU SOUS-DEVELOPPEMENT MERIDIONAL
NAISSANCE DE LA "QUESTION MERIDIONALE"
ANTAGONISMES ACTUELS
INTERACTIONS**

D) ITALIE ET EUROPE :

En quoi la première partie de la formulation est-elle inhabituelle ?

Au lieu de parler d'Italie du Nord et d'Italie du Sud, ou de nord/sud de l'Italie, elle parle de Nord/Sud en Italie. On pourrait déduire de cette formulation la question suivante : comment le rapport Nord/Sud, problème qui grandit à l'échelle mondiale depuis la deuxième guerre mondiale, se reproduit-il en Italie, à l'échelle de la péninsule ?

On touche là à deux grandes questions pour l'Italie :

1/ la question de l'articulation avec l'Europe.

2/ la question nationale italienne.

Deux questions, bien entendu, liées l'une à l'autre.

1/ D'abord, la question de l'articulation avec l'Europe. On peut dire que, dès sa naissance, et même dès le début du processus d'unification et d'indépendance de l'Italie, au début du XIXe siècle, quand les intellectuels libéraux milanais, autour de Manzoni, s'efforçaient d'imaginer la société italienne à venir ou à construire, l'Italie s'est posé la question de son rapport à l'Europe. Federico Chabod, dans sa *Storia dell'idea d'Europa*, Bari, Laterza, 1961, fait remonter à Machiavel la première définition de l'Europe, du moins

dans une acception qui ne soit ni géographique ni religieuse (c'est-à-dire l'Europe, pas la *christianitas*).

Cette question, hautement "culturelle" donc, culturelle dans le sens plein que j'évoquais plus haut, montrera peut-être plus clairement sa portée pour ce qui nous intéresse ici si j'en donne une version italienne plus vulgaire, qui a des résonances tantôt racistes antiméridionales, tantôt d'auto-dénigrement des Italiens du sud, cet auto-dénigrement dans lequel excellent les Italiens, qu'ils soient du nord ou du sud, et qui est sans doute l'autre face d'un certain chauvinisme, et même d'un chauvinisme certain. Cette version plus vulgaire consiste à dire qu'il y a d'une part l'Italie du Nord, qui relève de l'Europe, qui appartient à l'Europe, ou qui tend vers l'Europe, et, d'autre part, l'Italie du Sud, c'est-à-dire l'Afrique, le Tiers Monde. Et d'invoquer le climat, les paysages, les mentalités, les types humains même, le fait que tel lieu de Sicile ou de Sardaigne est plus proche géographiquement de Tunis que de Rome, etc... des éléments qui ont, plus ou moins, une allure de vérité observable. Et donc, on aurait un pays développé, hautement développé, celui du Piémontais Agnelli, de Fiat (Turin), Alfa-Romeo (Milan), Ansaldo (Gênes), Olivetti (Ivrea), et un pays sous-développé, à la frontière duquel le Christ s'est arrêté, celui des bergers sardes, des bandits calabrais, des voleurs napolitains, des troglodytes de Matera.

Il y a aussi de cette question une version plus politique, contemporaine, de la plus grande actualité : comment faire pour faire entrer l'Italie dans l'Europe ? Cette question, toutes les formations politiques, de la Démocratie-chrétienne au Parti démocratique de la gauche, les responsables des grands groupes économiques, des syndicats, de la Confindustria, tous se la posent, ou en tout cas, la posent. Et ce n'est pas une question à usage simplement électoral ; par exemple, en 1989, sur les 664 procédures d'infraction engagées par la Commission de Bruxelles, 110 concernaient l'Italie, contre 82 pour la Grèce et 60 pour la France. C'est-à-dire, de façon plus générale, que ce pays, où le consensus européen est quasi-total, est celui des Douze qui est le plus constamment en infraction par rapport aux règles communautaires ; on l'a vu pour la sidérurgie, on le voit pour les quotas laitiers dont le Président du Conseil, Giulio Andreotti, demande maintenant la révision pour la raison double qu'il y a en Italie 170000 producteurs de lait, 5000 entreprises de transformation, et que la consommation de produits laitiers augmente dans le pays : en 1991, les excédents laitiers italiens ont atteint 24% des quotas, ce qui devrait coûter à l'Italie une amende d'environ cinq milliards de F. alors qu'elle est contrainte d'importer 40% de sa consommation. De même, G. Andreotti demande que soit revu à la baisse ce qu'on appelle le "paquet Delors II", destiné à financer le fonds de cohésion sociale et économique en vue de l'Union économique et monétaire : l'Italie, dit G. Andreotti, a actuellement un

solde négatif de 450 milliards de liras (un peu plus de 2 milliards de F.) qui, aux termes des propositions de J. Delors, passerait à 6000 milliards de liras (28 milliards de F.) en 1997. Dans l'état actuel des choses, l'Italie n'est pas en mesure de répondre aux principaux critères de convergence pour entrer dans cette Union économique et monétaire : son déficit budgétaire est à 10,6% du P.I.B. alors qu'il ne devrait pas excéder 3%, sa dette publique est évaluée, selon les cas, à 95 ou 101% du P.I.B. alors qu'elle devrait être contenue en dessous de 60% ; l'inflation est repassée au-dessus de 6% alors qu'elle ne devrait pas être supérieure de plus de 1,25% à la moyenne des trois pays ayant obtenu les meilleurs résultats, ce qui ferait pour l'instant environ 3%. L'une des composantes fondamentales de cette "question européenne" pour l'Italie pourrait se formuler de la façon suivante : comment amener l'Italie du Sud à un "niveau européen" et de quel poids cela pèse-t-il sur l'Italie ? Pour donner une idée de l'importance de ce problème, encore un exemple (cité par Aimé MUCCI, dans son livre, *L'Etat italien et le défi du Mezzogiorno (1950-1988)*) : l'Italie est le plus gros emprunteur auprès de la B.E.I. ; en 1986, elle a emprunté 40% du total des Douze. Or, sur ces emprunts, la moitié concerne le Mezzogiorno. Jacques Fayette, dans *L'Italie, un pays formule 1*, relève qu'entre 1975 et 1986, sur les dix régions les plus aidées par le Fonds européen de développement régional, quatre sont italiennes : la Campanie, la Sicile, la Calabre, la Basilicate.

2/ La question nationale : on voit bien, par le biais du rapport Europe/Afrique intégré dans le rapport Italie du Sud/Italie du Nord, que la question nationale italienne reste posée. Et c'est une vraie question. Parce que l'Italie est de création récente en tant qu'Etat national unitaire. Certes, l'aspiration à l'unité et à l'indépendance nationale est ancienne ; elle fait même l'objet d'une ode de Pétrarque, où, à vrai dire, l'Italie du Sud n'a guère de place, les seuls lieux géographiques cités étant le Tibre, l'Arno, le Pô. Mais, si on veut rester concrets, le processus d'unification italienne commence au siècle dernier. L'Etat unitaire est constitué en 1861 et ce n'est que dix ans plus tard que Rome en est la capitale. Au lendemain de la première guerre mondiale, le président du Conseil, Giolitti, constate que "les populations italiennes n'ont pas encore acquis la pensée, la conscience de citoyens". Plus précisément, pour ce qui est de l'unité entre nord et sud de l'Italie, pendant les 600 jours de la fin de la deuxième guerre mondiale, entre le 25 juillet 1943, chute de Mussolini, et le 29 avril 1945, reddition de l'Allemagne, l'Italie est divisée en deux Etats : la monarchie de Victor-Emmanuel III au sud (gouvernement d'abord à Brindisi puis à Rome) et la "République sociale" de Mussolini au nord, le pouvoir réel étant en outre exercé dans les deux cas par des troupes étrangères, les occupants

allemands au nord, et les Alliés anglo-américains au sud puis, peu à peu, dans l'ensemble des régions libérées.

En somme, l'unité italienne est récente et reste fragile ; il suffisait pour s'en convaincre, de lire les propos des représentants des Ligues dans "le Monde" daté du 1er avril : on retrouve depuis quelques mois des tonalités et des revendications anti-méridionalistes et même anti-méridionales, voire franchement séparatistes, sur le mode : "nous les septentrionaux, les Lombards, nous travaillons, nous faisons de l'argent et nous payons des impôts ; et nous en avons assez que ce soit pour des méridionaux paresseux et pour la mafia". Mais en Italie du Sud, on n'est pas en reste : les vieilles accusations, qui s'étaient fortement affaiblies dans les années soixante-dix, sur le colonialisme des septentrionaux, les revendications isolationnistes, méridionalistes, voire autonomistes, reprennent force.

II) LA QUESTION DU SOUS-DEVELOPPEMENT MERIDIONAL :

Cette rupture entre nord et sud en Italie, cette référence à une différence profonde, de développement économique et social, de culture, de société, au point qu'on parle d'Afrique et d'Europe, signifie-t-elle que l'Italie du Nord est un pays développé et l'Italie du Sud un pays sous-développé, comme pourraient le laisser penser certaines proclamations séparatistes des gens du nord, qu'ils soient ou non électeurs des "Ligues" ?

Dans son célèbre "Que sais-je ?" d'il y a une trentaine d'années, Yves Lacoste définissait un certain nombre de critères du sous-développement. Si on faisait, pour cette époque, la confrontation entre ces critères et la réalité de l'Italie du sud, à quelle conclusion pouvait-on aboutir ?

1/ Insuffisance alimentaire : l'Italie était alors en moyenne plutôt à la limite de la sous-alimentation : moins de 2500 calories par jour et moins de 30 g. de protides, la moyenne en Italie du Sud étant à peu près la moitié de celle du nord.

2/ Place de l'agriculture : à l'époque, l'agriculture représentait 13% de la population active aux Etats-Unis, 20% en Europe occidentale, 24% en Italie, mais 42% en Italie du Sud, avec la coexistence d'une petite propriété très morcelée et de très grandes propriétés : dans les Pouilles et en Calabre, 80% des exploitations avaient une superficie de moins de 5 ha. et couvraient moins d'un quart de la superficie utile, tandis qu'à peine plus d'1% des exploitations étaient de plus de 50 ha. et couvraient 45% de la superficie totale.

Toutefois, les rendements étaient tout à fait comparables à ceux des pays développés : pour les céréales, dans les Pouilles par exemple (16-18 q./ha.), ils étaient même supérieurs à ceux des Etats-Unis (12 q./ha.), et donc nettement plus élevés en moyenne en Italie du Sud que dans les pays alors en voie de développement. Mais la faible

proportion de terres cultivées, l'insuffisance de quelques cultures privilégiées par rapport aux besoins, n'ont pas permis de faire de l'agriculture un élément suffisant pour l'économie du Mezzogiorno, comme on l'a tenté à la fin des années quarante.

3/ Faiblesse du revenu moyen et du niveau de vie : si on prenait pour base 100 le revenu national moyen pro-capite, la plupart des régions septentrionales étaient au-dessus de 100, le Piémont atteignant 150, la Lombardie et la Ligurie 140, mais toutes les régions méridionales étaient au-dessous de 100, la Calabre passant même au-dessous de 60. Globalement, le revenu moyen pro-capite était dans le nord de 377492 liras, au centre de 298465, au sud de 170245, dans les îles de 179011, alors qu'il était de 286304 à l'échelle nationale. Il faut ajouter que, dans ce domaine, par rapport à 1951, l'écart entre le sud et le nord s'est accru. Les conséquences sur le plan du niveau de vie sont, bien sûr, très importantes : la densité d'occupation des logements est en 1961 de 0,81 par pièce à Gênes et 1,07 à l'échelle nationale contre 1,31 à Palerme, 1,40 à Bari, 1,49 à Naples (avec des pointes à plus de 6). En 1959, il y a 76,5 combinés téléphoniques pour 1000 habitants dans le nord, 18 dans le sud. On dépense deux fois moins que la moyenne nationale pour les spectacles à Palerme ou à Naples. Et on pourrait multiplier ce genre d'indices.

On verra que ces décalages et leur accroissement ont joué et jouent encore dans le sens d'un développement inégal des régions italiennes.

4/ Industrialisation réduite : En 1960, le sud n'intervenait que pour moins de 15% dans la production industrielle nationale ; encore faut-il remarquer qu'il s'agissait essentiellement d'industries extractives et non d'industries manufacturières : il ne produisait que 2,5% de l'industrie textile, 6,6% de l'industrie métallurgique, 7% de l'industrie mécanique, 9% des industries chimiques.

5/ Subordination économique : c'est au nord que s'élaborait la politique industrielle, c'est là que se trouvaient les centres de décision, les directions commerciales, c'est de là que venaient les capitaux.

6/ Structures sociales arriérées : une économie de subsistance, à base villageoise ; des rapports de travail semi-féodaux, largement fondés sur des relations inter-personnelles et non sur des rapports économiques et administratifs ; des femmes tenues en tutelle très étroite, y compris au plan économique, d'abord par les parents, puis par le mari et les fils ; un faible développement des classes moyennes, sauf à Naples et Palerme, où les professions libérales étaient plus ou moins intégrées aux couches supérieures de la société.

7/ Sous-emploi important : La population active ayant effectivement un emploi représentait alors 41% de la population italienne résidente ; 44,7% au nord, 40,5% au centre, 39% dans le

Mezzogiorno continental, 33% dans les îles. Une des conséquences, bien connues, est la forte émigration : 1900000 personnes ont quitté le sud dans les années cinquante, dont 900000 vers l'Italie du Nord.

8/ Analphabetisme :

en 1962, l'analphabetisme chez les personnes âgées de plus de 10 ans était de 3 à 4% dans les pays développés, de 90% en Afrique noire, de 57% au Brésil et au Venezuela, de 50% au Portugal, de 40% en Grèce. En Italie, il était de 23% (26% en Sicile, ce qui est signe d'une relative homogénéité nationale), comme en Espagne.

9/ Forte natalité : la natalité était en gros trois fois supérieure au sud qu'au nord : 13 pour mille à Turin, plus de 30 pour mille à Naples et Palerme.

10/ Etat sanitaire defectueux : les médecins n'étaient pas assez nombreux, les conditions d'hygiène souvent désastreuses, mais dans l'ensemble de l'Italie, cela n'allait guère mieux. Toutefois, on ne connaissait plus d'épidémies depuis celle de 1884, où le choléra fit 7000 morts à Naples ; à partir de 1950, il n'y a plus de cas mortel de malaria en Italie ; à Naples, au début des années soixante, la mortalité était descendue à 11 pour mille, contre 9 pour mille à l'échelle nationale.

En somme, si la situation des régions du Mezzogiorno montre alors un certain nombre de facteurs de retard voire d'arriération économique, sociale, culturelle, il n'en reste pas moins, pour Yves Lacoste, qu'on ne saurait ranger l'Italie du Sud parmi les pays sous-développés, mais que c'est toute l'Italie qui était alors un pays semi-développé, précisément du fait de l'existence du Mezzogiorno.

Les évolutions ultérieures de l'Italie confirment ce diagnostic : Augusto Graziani, dans le volume que j'ai déjà cité, estime que "c'est aujourd'hui une opinion répandue que l'économie du Mezzogiorno ne présente plus de problèmes de caractère strictement économique, et que les problèmes encore ouverts concernent l'aménagement du territoire et la fourniture de services sociaux (comme l'estime Pasquale Saraceno) ou simplement la délinquance, la criminalité, la corruption (comme le soutient Paolo Sylos Labini), ou encore des facteurs historiques et culturels plus éloignés ... De même que le revenu moyen de l'Italie s'est rapproché du niveau européen, la position relative du Mezzogiorno par rapport au Royaume Uni, à la France et à l'Allemagne s'est améliorée. Dans les années soixante, le progrès du Mezzogiorno par rapport aux autres pays européens est considérable ; dans les années soixante-dix, le progrès, bien que ralenti, reste net par rapport à la France et au Royaume Uni". Je serai amené à donner des indications qui nuancent cet optimisme. Mais, même si des écarts se sont creusés entre nord et sud de la péninsule, ils ne se sont pas accentués par un enfoncement du Mezzogiorno

dans l'affaiblissement économique, le retard industriel, le boom démographique, la misère, la famine, l'analphabétisme et les conditions sanitaires en continuelle dégradation, à la différence de ce qui se passe pour le Sud à l'échelle mondiale, mais dans une progression différenciée.

III) NAISSANCE DE LA "QUESTION MERIDIONALE" :

Sans prétendre apporter toutes les réponses, et sans vouloir accorder à cet aspect trop de temps, on peut se demander à quoi tiennent ces différences profondes entre l'Italie septentrionale et le Mezzogiorno.

On peut écarter un lieu commun : le Mezzogiorno serait pauvre naturellement, avec un climat méditerranéen accentué, une grande sécheresse, une saison humide brève et brutale, des sols jeunes plus facilement dégradés par des pluies torrentielles, une configuration géographique cause de "ségrégation topographique".

Car on pourrait aussi dire qu'il y a des atouts climatiques extraordinaires pour l'agriculture ou le tourisme, et que, du fait de sa position en Méditerranée, l'Italie du Sud peut être un carrefour économique et commercial important entre Europe occidentale, Proche Orient, Maghreb et Afrique. Après tout, pourquoi Malte a-t-elle été jusqu'à ces dernières années le lieu de ravitaillement des flottes américaine et soviétique en Méditerranée et non pas la Sicile ou les Pouilles ? Pourquoi l'Italie, considérée comme un lieu propice au stationnement de la VIème flotte américaine ou pour des bases de l'OTAN, ne présenterait-elle pas les mêmes avantages pour des ports de commerce et de tourisme ? Il n'y a en fait aucune fatalité naturelle qui fonde les retards de ces régions : Aimé Mucci, dans le livre que j'ai indiqué, rappelle, après bien d'autres, qu'avant la domination romaine, la Sicile était une région riche. Et Etienne Dalmasso et Pierre Gabert, dans leur livre sur *L'Italie*, montrent que la Sardaigne est une île riche en eau, alors qu'on la présente comme une région aride, impression que les touristes peuvent avoir aussi quand ils ouvrent leur douche. Quant aux ressources minières, elles seraient plutôt supérieures à ce qu'elles sont dans le reste de l'Italie : la Sicile produit les deux tiers du zinc italien, la quasi totalité de son pétrole et de son soufre, la Sardaigne produit la totalité de la bauxite italienne (mais elle est traitée à Bolzano), la totalité de l'arsenic et de l'antimoine, la quasi totalité du plomb ; tant que l'Italie a produit un peu de charbon, il provenait de Sardaigne.

C'est plutôt dans l'histoire que dans la géographie donc qu'il conviendrait de chercher les motifs des contrastes nord/sud de l'Italie : la structure de la propriété foncière, par exemple, le poids du

latifondo pendant des siècles, avec ce qu'il a causé comme retards dans l'exploitation des terres, sont certainement dus au fait que les Normands, installés dans le Mezzogiorno au XI^e siècle et qui ont dominé cette région jusqu'à la fin du XII^e, jusqu'en 1194, mort de Tancrede, dernier des Altavilla (Hauteville), ont implanté sur ces terres l'usage français du droit d'aînesse qui permet, en interdisant la division des fiefs, le maintien de structures féodales jusqu'au XX^e siècle, avec ces grandes propriétés, la sous-exploitation des sols, la culture extensive, le pacage, le déboisement, le refus du machinisme, les rapports inter-personnels entre employeurs et travailleurs, la mafia même.

Puis, au cours des siècles, le sud a été dominé jusqu'au XVIII^e par des puissances étrangères, les Anjou, l'Aragon, l'Espagne, qui y ont mené des politiques qu'on pourrait appeler coloniales : pillage des ressources, pression fiscale, interdictions d'exportation. Au XVIII^e siècle, les tentatives de réformes dans l'esprit du "despotisme éclairé", dues à Charles III de Bourbon, roi d'Espagne, et aux vice-rois Tanucci et Caracciolo, rognent quelque peu les pouvoirs économiques et politiques de l'Eglise et de l'aristocratie féodale, mais ne modifient pas fondamentalement les structures foncières et restent sans suite.

Enfin, le Risorgimento s'est fait sous la direction des septentrionaux, en partie avec de bonnes intentions peut-être, mais avec des conséquences souvent désastreuses pour le sud : la suppression des barrières douanières entre les anciens Etats qui se trouvaient désormais réunis portait un rude coup à l'artisanat et à l'agriculture dans les anciennes possessions des Bourbons qui avaient jusqu'alors maintenu un protectionnisme rigoureux, des tarifs douaniers quatre fois supérieurs à ceux du Piémont. Le nouvel Etat prend à sa charge les dettes des gouvernements précédents, d'où accroissement du budget de l'Etat, c'est-à-dire progression des impôts, d'autant plus ressentie que le royaume des Deux Siciles n'avait pas de dette publique, au contraire du Piémont, fortement endetté du fait du coût des guerres d'indépendance. Les capitaux, y compris les importants investissements de capital agricole en provenance du sud, furent ensuite consacrés à la construction de routes, de voies ferrées (en quarante ans, le réseau ferroviaire italien passe de 1707 km à 16000), avec pour souci le développement de l'industrie. L'agriculture est délaissée, or le Mezzogiorno est essentiellement rural. L'ensemble de l'économie méridionale est mis en difficulté, d'abord par le libéralisme instauré à partir de 1860, qui favorise la diffusion des produits du nord dans l'ensemble de la péninsule. Puis, en 1883, le retour au protectionnisme et la guerre douanière avec la France jouèrent à leur tour contre le Mezzogiorno, qui se retrouva dans l'impossibilité d'exporter ses produits agricoles. En somme, au moment de la constitution du Royaume d'Italie, le

Mezzogiorno avait une grande richesse monétaire ; par le jeu de la fiscalité, du déséquilibre industriel, des modifications successives des réglementations douanières, par le fait que l'initiative politique et économique était au nord, cette richesse monétaire fut utilisée à l'avantage du Nord.

Je ne prétends pas que cela résulte d'une politique concertée ; tout simplement, les dirigeants du nouvel Etat pensèrent que toutes les régions avaient des chances égales. Ce n'est qu'à partir de 1876, avec la publication des travaux de Franchetti et Sonnino sur la Sicile, puis avec l'enquête parlementaire dirigée par Stefano Jacini en 1877, puis avec celles de 1882 et de 1908, qu'on découvrit dans quelles conditions vivaient les régions du sud. Les travaux de Giustino Fortunato, l'enquête de Francesco Saverio Nitti, à la fin du siècle, aboutissent à la formulation de ces problèmes comme "la question méridionale", aggravée au début du siècle par les catastrophes naturelles : 1906, éruption du Vésuve; 1908, tremblement de terre de Messine. On ne s'étonnera pas de voir l'émigration devenir alors une véritable fuite : en 1913, un demi-million de personnes partent pour les Etats-Unis.

Il résulte de cette coupure qui s'aggrave une opposition quasi-raciste entre les septentrionaux et les méridionaux, coupure qui traverse les courants politiques, qui laisse une empreinte durable dans les mentalités et resurgit à la première occasion (le "Corriere della sera" appelait en 1967 à bombarder les montagnes de Sardaigne au napalm, pour lutter contre le banditisme). Au début du siècle, les méridionaux voient dans le septentrional celui qui les a spoliés, a pillé leur pays, sa fortune, sa main-d'oeuvre, détruit ses activités et sa culture traditionnelles ; d'où le cri que lançait Gramsci, comme tout le mouvement sardiste, dans sa jeunesse : "les continentaux à la mer !" Les septentrionaux voient dans les méridionaux les "cafoni", les "terroni", les péquenauds et les culs-terreux, arriérés, poids mort pour le pays ; les socialistes parlent au début du siècle du Mezzogiorno comme du boulet au pied du mouvement ouvrier, car il est vrai que les électeurs du sud votent moins pour eux que les ouvriers de ce qui commence à être le "triangle industriel" (Gênes-Turin-Milan). Ce n'est qu'en 1924 que Gramsci, dans un essai intitulé *Quelques thèmes de la question méridionale*, donne une orientation différente, faisant alors de la question méridionale une question de classe et un enjeu de dimension nationale. Par la suite, et jusqu'à une époque récente où le développement des "ligues" exprime, développe et organise une tendance nouvelle, tout le monde, bon gré mal gré, de bonne ou de mauvaise foi, estimait que la question méridionale était une question qui concernait l'ensemble national italien.

IV) ANTAGONISMES ACTUELS :

La période du début des années soixante, sur laquelle je m'étais arrêté pour tenter de montrer qu'il est un peu sommaire de parler du Mezzogiorno comme d'une région sous-développée, est une période-charnière pour l'histoire récente de l'Italie : c'est le point culminant d'une période d'expansion, commencée avec la "reconstruction" consécutive à la deuxième guerre mondiale, et c'est le moment où s'ouvre une période de crise dont l'Italie n'est pas vraiment sortie même si elle a connu dans les années quatre-vingt, quelques années de reprise, au point qu'on a parlé de "deuxième miracle". Depuis plus de deux ans, en revanche, avant même la guerre du Golfe, c'est de stagnation et même de récession qu'il est question, que ce soit chez les hommes politiques, les syndicalistes ou les chefs d'entreprise. Les uns et les autres peuvent avoir des raisons différentes : la Confindustria met l'accent sur la nécessité (qui résulte de la nouvelle situation économique et de la perspective, maintenant immédiate, du grand marché européen) de réduire le déficit de l'Etat par des privatisations, la limitation du train de vie de l'Etat, l'assainissement du budget public, la diminution des coûts de travail, la suppression de l'indexation des salaires ; les syndicats exigent eux aussi une situation financière plus saine mais mettent en avant la nécessité d'une réforme de la fiscalité qui laisse moins d'espace à la fraude et repose davantage sur les revenus non salariaux, ils veulent des garanties pour l'emploi, les salaires, la protection sociale. Mais tous sont d'accord sur le diagnostic : il y a baisse de la croissance, baisse des investissements industriels (surtout pour les P.M.I : -12,6% sur un an en 1991), recul de l'emploi industriel, baisse de la demande intérieure.

Voyons alors où en est maintenant ce rapport entre le nord et le sud de l'Italie après ces trente années de crise qui ont aussi comporté des changements démographiques (très fort affaiblissement de la natalité), des changements culturels importants (sur la place et les droits des femmes notamment), des changements politiques et, dans les quinze dernières années, la restructuration et la modernisation de l'appareil industriel, avec un certain nombre de conséquences sociales.

Si, comme l'observait Graziani, le Mezzogiorno a progressé dans les trois dernières décennies, il n'en reste pas moins que de profondes différences persistent et parfois s'accroissent entre nord et sud de la péninsule.

La démographie du Mezzogiorno, si elle n'est pas cette démographie galopante du Sud, de ce Tiers monde qui devrait voir sa

population s'accroître de 900 millions d'ici à la fin du millénaire, se différencie sensiblement de celle de l'Italie septentrionale.

La croissance démographique nationale est en forte baisse : le taux de fécondité des Italiennes qui était de près de 10% dans la première moitié du siècle, a été, au cours des années quatre-vingt, inférieur à 4% ; il est probablement aujourd'hui le plus bas de la planète. Le taux de croissance démographique de l'Italie est inférieur à 4 pour mille et il n'a cessé de décroître au cours de la décennie écoulée, au nord comme au sud. Mais, à l'intérieur de ce chiffre, il y a deux réalités opposées puisque en Italie du Nord, il est de plus en plus négatif : -1,2 pour mille en 1981, -2 pour mille en 1988, tandis qu'en Italie du sud, il reste positif : 6,2 pour mille en 1981, 4,9 pour mille en 1988.

Comment vivent les habitants de ces régions du sud : avec le soleil, souvent la mer, un environnement naturel et culturel préservé, comparativement à la pollution de Turin et Milan, ou à l'invasion touristique de Venise et Florence ?

Jacques Fayette (*L'Italie, un pays formule 1*) cite une enquête de l'hebdomadaire "Il Mondo" du 28 août 1989 sur le thème : "Où fait-il bon vivre en Italie". Cela donne, dans l'ordre décroissant : Val d'Aoste (nord), Emilie-Romagne (centre), Trentin- Haut Adige (nord-est), Ligurie (nord), Toscane (centre), Frioul-Vénétie julienne (nord-est), Lombardie (nord), Piémont (nord), Vénétie (nord-est), Ombrie (centre), Marches (centre), Latium (centre). On remarque dès maintenant que, selon les Italiens, plus on va vers le sud, moins on vit bien. La fin du classement n'est plus le reflet modulé d'une tendance, elle est totalement occupée par les régions méridionales ; viennent ensuite en effet : Abruzzes, Sardaigne, Pouilles, Basilicate, Molise, Sicile, Campanie, Calabre, dans l'ordre.

Il s'agissait ici de classer les régions en fonction du plaisir de vivre, ce qui prend en compte bien des paramètres parfois difficilement quantifiables, comme le cadre de vie, ce qui explique la première place du Val d'Aoste. Mais les critères économiques sont très sensibles aussi : on peut rapprocher cette classification d'une autre, fournie par la C.E.E. en 1985, sur les régions de l'Europe des Douze, et qui concerne le revenu brut moyen par habitant. En tête vient la région de Hambourg, avec 5351 \$. La dernière région du classement est l'ouest de l'Irlande avec 751 \$. Les régions italiennes se placent comme suit:

Lombardie (46è)	2505 \$
Ligurie (62è)	
Piémont (64è)	
Val d'Aoste (72è)	
Emilie (78è)	
Toscane (86è)	

Latium (87è)
 Frioul (89è)
 Vénétie (91è)
 Trentin-Haut Adige (94è)
 Ombrie (97è)
 Marches (101è)

et ici encore, les régions du sud viennent toutes, bien groupées, en fin de tableau :

Sardaigne (104è)
 Pouilles (105è)
 Molise (106è)
 Abruzzes (107è)
 Sicile (108è)
 Campanie (109è)
 Basilicate (111è)
 Calabre (115è) : 857\$

Autre indice : si on fixe le chiffre 100 pour la valeur ajoutée par habitant à l'échelle nationale, on a un indice de 121 pour les régions du nord, et de 70 pour les régions du sud (chiffres de l'ISTAT, institut national officiel de statistiques, repris par "France-Italie", revue des Chambres de commerce italiennes, septembre-octobre 1990).

D'après le dernier Annuaire de l'ISTAT, publié en décembre dernier, et qui porte donc sur l'année 90, les salaires italiens ont progressé en 1990 légèrement plus que le coût de la vie, surtout pour les retraités et les employés, mais ce n'est pas vrai pour les salariés de l'agriculture, ce qui touche, une fois encore, davantage le Mezzogiorno.

Cela a évidemment des conséquences sur le niveau de vie : toujours d'après ce même rapport, la dépense mensuelle moyenne par habitant est d'environ 5000 F. au nord, 3000 au sud. Dans les mêmes temps, la C.E.E. publiait ses propres statistiques : il en ressort que, si on prend pour base 100 le pouvoir d'achat moyen de la C.E.E., Hambourg, Londres, Paris, Bruxelles, Brême, se situent entre 173 et 141, l'Allemagne à 112 (mais cela ne prend pas en compte les länder de l'est), la France à 109, le Danemark à 108, les Pays-Bas à 102, la Belgique à 101. L'Italie est à 104, mais la Lombardie à 139, l'Emilie à 130, le Val d'Aoste à 128, tandis que la Sicile est à 69 et la Calabre à 57. On peut remarquer au passage que l'écart entre Lombardie et Calabre est du même ordre qu'il y a trente ans, et même un peu accru.

Un élément de différenciation qui pèse considérablement est l'emploi. D'après l'Annuaire de l'ISTAT, la moyenne nationale du chômage est de 11% de la population active, mais avec de grosses inégalités : 6,5% dans le nord (avec un minimum de 3% dans le Trentin-Haut Adige) et 19,7% dans le sud (avec un maximum de

24,7% en Calabre). Les différenciations sont encore plus graves si on introduit d'autres paramètres : le sexe et l'âge. D'après des chiffres fournis par "la Stampa" le 23 juillet 1989, le chômage touche 5% des hommes et 13% des femmes dans le centre-nord, 14% des hommes et 32% des femmes dans le sud. Dans le centre-nord, il touche 27% des 14-29 ans, 4% des 30-59 ans ; dans le Mezzogiorno, ce sont 48% des 14-29 ans, 9% des 30-59 ans. Il en résulte qu'une jeune méridionale, une Calabraise de 25 ans, a toutes chances de se retrouver chômeuse, alors qu'un habitant de Bolzano plus âgé d'une dizaine d'années ne court pas grand risque. 57% des demandeurs d'emploi sont méridionaux . Toujours en juillet 1989, la SVIMEZ (Associazione per lo sviluppo dell'industria nel Mezzogiorno) créée en 1946 , estimait que, si rien ne change, et compte tenu de l'impact du marché unique européen, en l'an 2000, en Italie du Sud, le tiers de la population active sera au chômage ; c'est à prendre en compte pour comprendre l'émigration interne, encore que celle-ci tende à diminuer parce que, dans le nord, même s'il est moins fort, le chômage rend difficile maintenant de partir pour Turin en se disant qu'on va trouver du travail chez Fiat. Quant à l'émigration extérieure, elle est pratiquement impossible, les lieux d'accueil traditionnels comme la France, l'Allemagne et même la Confédération helvétique, étant à leur tour touchés par des problèmes économiques et le chômage.

Dans ces conditions, un certain nombre de maux historiques du Mezzogiorno persistent. Je ne peux en donner que quelques indices :

- logement : au sud 19% de la population vit à raison de plus de 2 personnes par pièce. Au nord, c'est 4% de la population qui vit dans ces conditions Et encore, ajoutent les commentateurs, ce sont généralement des méridionaux venus travailler dans les villes du nord.

- santé : la mortalité infantile a bien régressé dans les années quatre-vingt : de 14,2 pour mille en 1980, elle est passée (selon l'ISTAT) à 9,6 en 1987 pour l'ensemble de l'Italie. Mais cela va de 6 pour mille en Vénétie à 11,8 en Calabre et 11,9 en Sicile, presque du simple au double ; toutes les régions du nord sont à un taux inférieur à 10 pour mille, toutes les régions du sud (à l'exception de la Sardaigne : 7,9) sont au-dessus.

- analphabétisme : il y aurait, selon une enquête de l'ISTAT datant de 1985, un million et demi d'analphabètes en Italie (deux fois moins qu'en 1975), à quoi il faut ajouter cinq millions de semi-analphabètes, au total 13% de la population italienne âgée de plus de six ans. Ce pourcentage atteindrait 34% en Basilicate, 32% en Campanie, 30% en Sicile, 20% en Emilie, 13% en Lombardie, 9% dans le Haut Adige. 72% des analphabètes ou semi-analphabètes sont des méridionaux.

- formation et recherche : sur les 240000 jeunes Italiens qui abandonnent l'école au niveau de la sixième ou de la cinquième, 170000 sont méridionaux. Dans certains quartiers de Naples, 30% des enfants manquent les cours. A la fois pour des raisons qui tiennent à l'enseignement italien, mais aussi pour des raisons qui tiennent à l'"économie souterraine" dont on a tant vanté l'efficacité il y a une dizaine d'années, sans s'attacher beaucoup aux conséquences humaines.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, "alors que 40% des jeunes entre 20 et 25 ans se trouvent dans le sud, écrit Jacques Fayette, on n'y trouve que 24% des enseignants du supérieur, 18% des étudiants, 20% de ceux qui obtiennent un diplôme et 35% des étudiants en doctorat. Qui plus est, la croissance des étudiants dans les disciplines scientifiques y est plus faible que dans le reste du pays... Dans le domaine de la recherche non universitaire, les administrations n'effectuent que 8,7% des dépenses dans le sud, les entreprises publiques 10,2% et les entreprises privées 3,1%".

Ces observations sont corroborées par une enquête du Ministère de l'Université et de la Recherche scientifique, qui a institué une commission pour le Mezzogiorno ; celle-ci a conduit une enquête en 1989, publiée en 1990 chez Laterza. Il en ressort qu'il y a au nord 243 chercheurs pour 100000 habitants, 35 dans le sud. 93% des ressources consacrées à la recherche vont au nord, 7% au sud.

Reste une question qui n'est pas marginale mais qu'on ne peut traiter comme les autres et dont il est difficile de déterminer la cohérence avec l'ensemble de la question méridionale : le problème de la mafia, ou plus exactement et plus largement, celui de la "délinquance organisée" comme disent les Italiens, c'est-à-dire la mafia en Sicile, la camorra en Campanie, la 'ndrangheta en Calabre. Jusqu'à un passé très récent, les Pouilles étaient épargnées ; elles sont maintenant touchées à leur tour par ce phénomène, précisément alors que l'agriculture et l'industrie des Pouilles connaissent un développement intéressant et qu'on parle du port de Bari comme d'une des futures technopoles européennes. Enfin, on sait que ces activités se sont étendues à l'Italie du Nord, profitant des mouvements massifs d'émigration vers les grandes villes industrielles.

Ces organisations font, depuis deux ans environ, trois morts par jour en moyenne, assassinats liés au trafic de drogue (dans un pays où il y a entre 250000 et 300000 toxico-dépendants), au racket sur les entreprises de plus ou moins grande envergure (59 industriels assassinés en 13 ans), au chantage politique.

Il faut aussi se débarrasser d'une vision un peu folklorique de la mafia : selon des estimations rapportées par l'hebdomadaire "Il Mondo" du 6 novembre dernier, la mafia contrôle 40% du P.I.B. du

Mezzogiorno, dont la moitié dans des entreprises qu'elle gère directement.

Il faudrait à nouveau se demander pour quelles raisons, depuis bientôt un demi-siècle qui a vu la reconstruction, le miracle économique italien, l'ère des condottieri avec la modernisation et la restructuration de l'appareil industriel et financier italien, la coupure entre nord et sud de l'Italie persiste, parfois s'aggrave, avec les conséquences que cela a sur la cohésion nationale.

Il faut peut-être prendre en considération le fait que les cercles dirigeants en Italie non seulement ont tardé à avoir une perception de la "question méridionale" comme je l'ai dit précédemment, mais ont été extrêmement réticents à tenir compte de ces différenciations régionales. Alors que Cavour et ses proches étaient, il y a cent cinquante ans, partisans d'une organisation de l'Etat sur une base régionale, les propriétaires fonciers méridionaux firent pression pour un Etat très centralisateur, plus apte selon eux à freiner ou réprimer les mouvements sociaux qu'ils redoutaient. En 1919, le parti populaire italien, d'inspiration catholique, propose dans son programme une décentralisation. Mais le fascisme s'instaure en 1922, et c'est par nature un régime très centralisateur. Après sa chute et la fin de la deuxième guerre mondiale, la Constitution de 1948 définit la République italienne comme "une et indivisible" mais reconnaît les autonomies locales (article 5) ; "les régions, dit l'article 115, sont constituées en organismes autonomes ayant des pouvoirs particuliers et des fonctions particulières" ; l'article 117 fixe une liste assez importante de ces compétences, qui vont du secteur de la santé à ceux des transports, du tourisme et d'un certain nombre de domaines économiques ; l'article 119 leur accorde une autonomie financière et des financements propres. Mais tout cet aspect de la Constitution sera traité au ralenti, au point que le Président de la République Giovanni Gronchi parlera, dix ans plus tard, à ce propos notamment, de "non-application de la Constitution". Il faut attendre 1970 pour qu'aient lieu les premières élections des régions à statut ordinaire (le Val d'Aoste, le Trentin-Haut Adige, la Sardaigne, la Sicile, le Frioul-Vénétie julienne sont des régions à statut spécial).

Il y a également les choix économiques qui ont été opérés. Dans un premier temps, immédiatement après la deuxième guerre mondiale, on a cru pouvoir continuer à fonder la vie économique des régions du sud sur l'agriculture : d'où la réforme foncière dont Aimé Mucci, tout en relevant ce qu'elle a de positif, constate qu'elle a donné des résultats décevants. Dalmasso et Gabert observent qu'on n'a irrigué qu'un dixième de la superficie des zones de réforme, que les exploitations étaient trop petites, que de nombreux agriculteurs du sud ont préféré émigrer et travailler dans les usines du nord, laissant ainsi à l'abandon des milliers de ces petites fermes construites dans

le cadre de la réforme agraire. Cet échec donne apparemment raison à la SVIMEZ qui voyait dans l'industrialisation du Mezzogiorno le seul remède efficace aux maux de ces régions. A partir de 1957, c'est dans cette direction que s'orientent les programmes de la Cassa per il Mezzogiorno, créée en 1950. Ces programmes sont élaborés selon les principes de François Perroux, qui consistent à constituer des noyaux d'activités industrielles, avec l'espoir qu'ils stimuleront la naissance de réseaux de sous-traitance et d'activités industrielles et commerciales induites. Mais ce tissu conjonctif ne se constituera pas ; les implantations industrielles ne sont souvent que des "cathédrales dans le désert" selon l'expression qui fait alors fortune. Plus grave même, elles contribuent parfois à détruire ce qui existait précédemment : ainsi, Mucci montre que la création du centre sidérurgique de Tarente attire la main-d'oeuvre locale, qui déserte les entreprises pré-existantes et le centre ne s'adresse pas à ces entreprises locales pour la sous-traitance. Mais on touche ici au dernier point que je voudrais traiter, celui des interactions.

V) INTERACTIONS :

C'est le deuxième aspect inhabituel de la formulation du sujet. En effet, d'ordinaire, cet aspect des choses n'est pas examiné. Parfois, on traite de l'Italie comme d'un tout, c'est ce que font généralement les organismes internationaux comme l'O.C.D.E. ; c'est ce que faisait encore le Président de la Confindustria, Sergio Pininfarina qui, parlant à la Sorbonne de l'Italie à la veille de l'entrée dans le grand marché européen, n'a pas évoqué la question méridionale, même pas prononcé le mot. Ou bien on fait état des différences entre nord et sud, sans s'avancer sur le terrain des interactions. Ce qui signifie en fait qu'on se place dans une problématique qui exclut l'idée de l'unité nationale italienne.

Or, on dit couramment - et c'est très plausible - que la construction des autoroutes a permis à Motta d'arriver en Sicile, portant un grave coup à l'artisanat sicilien dans le domaine des glaces, de la confiserie et de la pâtisserie. Ce n'est peut-être qu'une métaphore. De façon générale, les transformations introduites dans le sud par le nord ont déstructuré le sud : j'ai cité l'exemple de Tarente. Aimé Mucci donne également celui de Gioia Tauro, où on a construit un port qui devait servir pour un centre sidérurgique intégré, alors que déjà, les objectifs du centre sidérurgique de Tarente n'avaient pu être atteints ; la C.E.E., dans le cadre de sa politique sidérurgique, s'oppose à la mise en route de ce centre. Le projet est abandonné en 1974 mais on a sacrifié une riche plaine agricole, avec des oliviers et des agrumes très rentables.

Dalmasso et Gabert constatent qu'on a développé prioritairement les façades littorales, ce qui a provoqué à la fois la création de

bidonvilles, et une vague de spéculation immobilière. "On assiste, disent-ils, à une urbanisation anarchique... les investissements locaux restent rares". Il y a même pire : quand la Società meridionale d'elettricità a été rachetée par l'ENEL dans le cadre des nationalisations de l'énergie dans les années soixante, elle a ensuite investi les capitaux ainsi dégagés dans des entreprises agro-alimentaires et de distribution implantées dans le nord.

J'ai déjà esquissé quelques éléments sur cette question des interactions en reprenant les conclusions d'Y. Lacoste selon lesquelles l'Italie est un pays semi-développé, du fait du Mezzogiorno. Par exemple, la démographie des villes du nord, dans les trente dernières années, a été fortement perturbée - surtout dans les années soixante et soixante-dix - par l'immigration méridionale : l'augmentation de la population dans le Mezzogiorno (+900000 habitants de 1951 à 1971) n'est pas due à l'immigration : dans le sud, on passe de 8 à 14 villes de plus de 100 000 habitants, mais c'est par le mouvement démographique naturel de ces villes ; seules Pescara et Syracuse ont un solde migratoire positif. On peut même dire que si Naples, Catane, Messine, Palerme, se dépeuplent, c'est en partie dû aux départs vers le nord. En revanche, dans le centre-nord, la progression est due pour partie à la montée de millions de méridionaux drainés vers le nord par le "miracle économique".

C'est particulièrement vrai pour Turin, où Fiat attirait des foules d'immigrés des régions du sud : c'est le fameux "treno del sole", le train du soleil qui, chaque jour, déversait sa cargaison de main-d'oeuvre montée du sud, parfois par villages entiers. Les conséquences de cette immigration massive sont évoquées par Diego Novelli, qui fut maire de Turin dans les années soixante-dix, dans une interview à la revue "Silex", n° 5-6/1978, reprise en italien sous le titre *Vivere a Torino*, Roma, Editori riuniti, 1980, 100 p. Ce gonflement de la population turinoise, qui correspondait à un développement de l'activité économique, mit en crise toutes les infrastructures de la ville, à commencer par le logement : des baraquements, les "coree", s'élevèrent dans la périphérie de Turin, évidemment sans infrastructures, sans voirie, sans écoles, sans tout-à-l'égoût, sans électricité. Il fallut aussi trouver des solutions pour les transports car la ville était totalement paralysée. Bien entendu, cette situation fut propice à diverses formes de délinquance et de spéculation.

Mais, si la venue de ces millions de méridionaux au nord suscita ces problèmes, c'est bien la politique des grands groupes septentrionaux qui est à l'origine.

C'est peut-être l'aspect le plus significatif des interactions : les centres d'initiative sont restés, pour l'essentiel, au nord. C'est Agnelli qui décide de faire venir des ouvriers du sud à Turin. Plus

tard, c'est lui qui décide d'implanter Fiat dans le sud, mais toujours pour des raisons qui tiennent à Fiat, pas aux besoins du sud. Aimé Mucci rapporte qu'"au début de 1969, Gianni Agnelli...manifeste son opposition aux investissements dans le Mezzogiorno...L'intérêt national que représente la survie de Fiat, dit l'Avvocato devant la commission parlementaire, est, à mon avis, plus grand que celui d'éliminer les déséquilibres nord-sud..." Quand, quelques mois plus tard, "Fiat décide d'entreprendre son redéploiement au sud, ce n'est pas pour aider cette partie du pays à sortir du sous-développement, mais parce qu'elle (Fiat) ne peut pas s'agrandir au nord, et qu'en plus des avantages accordés par l'Etat, elle trouvera au sud un climat plus serein car les ouvriers y sont moins revendicatifs".

Effectivement, l'industrialisation du sud est un choix des grandes entreprises, privées et publiques, à partir des années soixante, comme alternative à la crise dans le nord, crise due à la concurrence des pays en voie de développement dans un certain nombre de secteurs où l'Italie avait excellé : textile, habillement, électroménager, cuir. Cette crise est aggravée par l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E.. Alors, les entreprises trouvent dans le Mezzogiorno des ouvriers moins expérimentés, mais acceptant plus aisément des contraintes, des salaires limités, ce qui permet, pendant un temps, de réduire les coûts de production, donc de pouvoir résister à ces nouvelles concurrences. L'industrialisation du sud, la modernisation du sud, ont été introduites de l'extérieur, en fonction essentiellement des choix des entreprises du nord. Elle est restée concentrée sur les côtes, dans les grandes villes, le long des axes de circulation, dans les zones de production des marchandises.

Poser la question des interactions, cela permet de voir comment les développements de la "question méridionale" ont changé le nord de l'Italie, c'est-à-dire de quel poids pèse ce Mezzogiorno dans l'Italie, ce qui me ramène à la fois à l'analyse de Lacoste et à la problématique de l'entrée dans l'Europe. Cela conduit aussi à rechercher comment la politique économique de l'Etat et des principaux groupes économiques italiens a transformé le sud, pour quelles raisons. Avec des conséquences telles pour ce sud que les contrastes continuent et s'accroissent parfois : Dalmaso et Gabert concèdent que le Mezzogiorno est aussi entré dans ce qu'on appelle la société de consommation, mais au prix de profondes distorsions économiques et sociales : "le développement industriel spontané" ne s'est pas produit, le retard du midi n'a pas été comblé".

11 avril 1992

Pierre LAROCHE

Bibliographie

BENENATI (Antonio), *Le développement inégal en Italie*, préface de Henri Bartoli, Paris, Economica, 1982, 559 p.

DALMASSO (Etienne), GABERT (Pierre), *L'Italie*, PUF, 1984, 272 p.

FAYETTE (Jacques), *L'Italie, un pays formule 1*, Hatier, 252 p.

LANARO (Silvio), *L'Italia nuova, identità e sviluppo (1861-1988)*, Torino, Einaudi, 1988, 258 p.

L'economia italiana dal 1945 a oggi, a c. di A. Graziani, Bologna, Il Mulino, 1972, nuova ed. 1989, 453 p.

L'économie italienne, les paradoxes d'une réussite, sous la direction de Janine Menet-Genty, La documentation française, 1992, 270 p.

MÚCCI (Aimé), *L'Etat italien et le défi du Mezzogiorno (1950-1988)*, Toulouse, Editions universitaires du sud, 1989, 554 p.

Università e ricerca nel e per il Mezzogiorno, Roma-Bari, Laterza-Ministero per l'Università e la Ricerca scientifica, 1990, XXII-113 p.